



**NATIONS  
UNIES**



**Convention-cadre sur les  
changements climatiques**

Distr.  
GÉNÉRALE

FCCC/SBI/2005/14  
14 septembre 2005

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS

---

ORGANE SUBSIDIAIRE DE MISE EN ŒUVRE  
Vingt-troisième session  
Montréal, 28 novembre-6 décembre 2005

Point 7 de l'ordre du jour provisoire  
Article 6 de la Convention

**RAPPORT SUR LES TRAVAUX DE L'ATELIER CONSACRÉ  
À L'ARTICLE 6 DE LA CONVENTION DANS LA RÉGION  
DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES**

**Note du secrétariat**

*Résumé*

L'atelier consacré à l'article 6 de la Convention dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes s'est tenu à Montevideo (Uruguay) du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril 2005. Les participants venus de plus d'une vingtaine de pays de la région ont débattu des moyens de continuer à développer et mettre en œuvre le programme de travail de New Delhi relatif à l'article 6, que la Conférence des Parties avait adopté à sa huitième session en novembre 2002. Les participants à l'atelier ont proposé de poursuivre les délibérations concernant l'élaboration d'une stratégie en matière d'éducation et de communication sur les changements climatiques et ont estimé qu'une telle stratégie pourrait être un élément essentiel des actions dans ce domaine à l'avenir. L'Organe subsidiaire de mise en œuvre voudra peut-être tirer parti des renseignements fournis dans le présent rapport pour déterminer les questions à examiner plus avant et convenir des nouvelles mesures à prendre.

## TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. INTRODUCTION.....	1 – 3	3
A. Mandat .....	1 – 2	3
B. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre .....	3	3
II. ORGANISATION DE L'ATELIER.....	4 – 5	3
III. DÉLIBÉRATIONS .....	6 – 7	3
IV. RÉSUMÉ DES DÉBATS ET CONCLUSIONS PAR THÈME .....	8 – 32	4
A. Sensibilisation et participation du public, communication et accès à l'information.....	8 – 16	4
B. Formation et éducation .....	17 – 25	6
C. Coopération internationale et régionale.....	26 – 32	8
V. EXPÉRIENCES DES PAYS .....	33 – 47	11
A. Questionnaire d'évaluation des priorités nationales .....	33 – 34	11
B. Cadre institutionnel.....	35 – 36	12
C. Contraintes et entraves.....	37 – 39	12
D. Perspectives .....	40 – 47	13
VI. CONCLUSIONS ET QUESTIONS À EXAMINER PLUS AVANT....	48 – 56	14

## I. INTRODUCTION

### A. Mandat

1. À sa dix-septième session, l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) a réaffirmé que les ateliers régionaux pouvaient contribuer au développement et à la mise en œuvre du programme de travail de New Delhi relatif à l'article 6 et faire avancer les travaux visant à évaluer les besoins, déterminer les priorités, mettre en commun les données d'expérience et échanger des informations sur les activités correspondantes (FCCC/SBSTA/2002/13, par. 52 b)).

2. À sa dix-huitième session et à ses sessions suivantes, l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI) a réaffirmé qu'il était nécessaire d'organiser des ateliers régionaux concernant l'article 6 et, à sa vingt et unième session, il s'est félicité de la proposition du Gouvernement uruguayen d'accueillir un atelier régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes en mars 2005 (FCCC/SBI/2004/19, par. 63).

### B. Mesures que pourrait prendre l'Organe subsidiaire de mise en œuvre

3. Le SBI voudra peut-être tirer parti des renseignements fournis dans le présent rapport pour déterminer les questions à examiner plus avant et formuler des recommandations au sujet des nouvelles mesures à prendre.

## II. ORGANISATION DE L'ATELIER

4. L'atelier régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes s'est tenu à Montevideo (Uruguay) du 30 mars au 1<sup>er</sup> avril 2005 et ses délibérations se sont déroulées en espagnol et en anglais. Il a été accueilli par le Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement de l'Uruguay et organisé par le secrétariat avec le concours du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le PNUE et les Gouvernements de la Suisse et des États-Unis d'Amérique ont apporté leur concours à cette réunion.

5. Des experts régionaux et internationaux ont été invités à présenter des communications et à participer aux débats. Les centres de liaison pour la Convention de la région ont également été invités. Trente-trois experts représentant 23 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont assisté à l'atelier, de même que les représentants de plusieurs organisations intergouvernementales (OIG) et organisations non gouvernementales (ONG).

## III. DÉLIBÉRATIONS

6. Le Président du SBI, M. Thomas Becker, a présidé les travaux de l'atelier. M. Frederico Perazza, Premier Secrétaire au Département de l'environnement du Ministère des affaires étrangères de l'Uruguay, a fait une déclaration liminaire. D'autres participants ont également fait des déclarations liminaires et souhaité la bienvenue aux participants: M. Luis Santos (Centre de liaison de l'Uruguay pour la Convention), Coordonnateur technique du Groupe des changements climatiques, Direction nationale de l'environnement de l'Uruguay; M. Thomas Becker; M. Arkadiy Levintanus, chef du Groupe des conventions relatives à l'atmosphère et à la désertification, Division des Conventions sur l'environnement du PNUE;

M. Pablo Mandeville, Coordonnateur résident du PNUD; et M. Janos Pasztor, Coordonnateur du programme sur le développement durable du secrétariat de la Convention.

7. L'atelier s'est déroulé comme suit: une séance d'ouverture; des séances plénières thématiques consacrées aux activités, aux enseignements tirés de celles-ci et aux possibilités de coopération internationale et régionale; deux séances de travail parallèles, la première sur la sensibilisation et la participation du public, la communication et l'accès à l'information, et la deuxième sur la formation et l'éducation; et une séance de clôture consacrée aux conclusions et à la voie qui pourrait être suivie à l'avenir. Les résumés des travaux de toutes les séances de travail, les communications faites par les experts (dans la langue originale de celles-ci) ainsi que la liste des participants et l'ordre du jour sont affichés sur le site Web de la Convention (<http://unfccc.int>).

#### IV. RÉSUMÉ DES DÉBATS ET CONCLUSIONS PAR THÈME

##### A. Sensibilisation et participation du public, communication et accès à l'information

8. Les communications<sup>1</sup> ont mis l'accent sur les activités d'information du public et de renforcement des capacités nationales en matière de changements climatiques et de variabilité du climat, de traités internationaux sur l'environnement et de marché du carbone. Les participants ont également été informés de l'établissement d'institutions et de groupes de travail consacrés à la sensibilisation et à la participation du public, à la communication et à l'accès à l'information concernant non seulement les questions liées aux changements climatiques mais aussi à la Convention sur la diversité biologique (CDB) et à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

9. Les initiatives importantes pilotées par les pouvoirs publics qui ont été présentées à l'atelier étaient notamment les suivantes:

- a) Un programme d'éducation à l'environnement sur les changements climatiques dans les provinces de Chimborazo, d'Azuay et d'El Oro en Équateur;
- b) La coopération entre les ministères de l'environnement et certaines ONG, telles que Corporación OIKOS, en Équateur, aux fins de la mise en œuvre d'activités d'éducation et de sensibilisation du public;
- c) Le Comité régional d'éducation du public aux changements climatiques et son projet consacré à la prise en compte généralisée de l'adaptation aux changements climatiques en Jamaïque, ainsi que l'élaboration d'une stratégie nationale d'éducation du public et de communication.

---

<sup>1</sup> «El Ecuador frente a la aplicación del Artículo 6 de la CMNUCC», par M<sup>me</sup> Teresa Palacios, Équateur; «Climate change education and outreach initiative in Jamaica», par M. Dale Rankine, Jamaïque; «Campaña de difusión y sensibilización sobre cambio climático en la cuenca de Rio Piura, Peru», par M. Leopoldo Mesones, Pérou; et «The role of the Environmental Management Authority in climate change education in Trinidad and Tobago», par M<sup>me</sup> Marcia Tinto, Trinité-et-Tobago.

10. Les communications présentées n'ont pas seulement traité des initiatives importantes pilotées par les pouvoirs publics mais ont aussi souligné le rôle des ONG actives dans les domaines de l'environnement et des affaires, des associations à but philanthropique telles que le Rotary International, des médias (y compris les services d'information des gouvernements), des communautés à risque, des organismes de financement internationaux et des collaborations régionales et sous-régionales aux fins d'entreprendre des campagnes de communication et des enquêtes, de mettre au point des documents d'information et de lancer des programmes relatifs aux changements climatiques. Le rôle actif joué par les médias et l'intérêt exprimé par la communauté éducative ont été considérés comme des signes encourageants de la volonté des pays de poursuivre au niveau national les activités de communication sur les changements climatiques.
11. Les débats ont révélé que la région dispose de capacités institutionnelles relativement bien développées en matière de changements climatiques. On a par exemple mentionné l'Autorité chargée de la gestion de l'environnement de la Trinité-et-Tobago, un organisme officiel qui a été créé par le Gouvernement trinidadien pour faire face aux problèmes environnementaux du pays, et qui coordonne et met en œuvre des activités en matière d'environnement orientées vers la communication.
12. Les communications présentées par l'Équateur et la Trinité-et-Tobago ont indiqué que des ressources étaient certes disponibles pour produire des documents destinés au public et pour organiser des ateliers et des conférences afin d'exposer les résultats de certains projets, mais que les fonds n'étaient pas suffisants pour mettre en œuvre dans sa totalité le programme de travail de New Delhi, adopté par la Conférence des Parties dans sa décision 11/CP.8, notamment pour lancer des campagnes de sensibilisation, fournir au public un accès à l'information et l'associer davantage aux activités nationales se rapportant aux changements climatiques. La mise en œuvre du programme de travail a également souffert du manque d'activités et de projets consacrés à l'adaptation et à l'atténuation des effets, dans lesquels on pourrait incorporer des activités d'éducation et de sensibilisation.
13. La plupart des participants ont souligné qu'il était important d'inclure les questions ayant trait au climat mondial dans les programmes d'enseignement de type classique aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire. Il a été recommandé que ces programmes se concentrent sur les incidences directes et indirectes des changements climatiques dans les différents pays.
14. Les participants se sont intéressés principalement aux aspects scientifiques du changement climatique, aux questions de vulnérabilité et d'adaptation, et aux politiques d'atténuation des risques par la réduction des émissions de gaz à effet de serre, estimant que ces questions occupaient une place prioritaire dans la première phase du processus de communication et de participation du public.
15. Les autres sujets évoqués sur ce point ont notamment été les suivants:
  - a) Les pays ont déjà élaboré et commencé à mettre en œuvre des stratégies nationales et des actions concrètes portant sur plusieurs aspects de l'article 6 et sur les dispositions du Protocole de Kyoto;

b) Un nombre important de documents d'information et de matériels de communication portant sur les changements climatiques ont déjà été mis au point dans de nombreux pays;

c) Des institutions ont été créées ou renforcées, notamment à Antigua, en Argentine, aux Bahamas, au Pérou, à Saint-Kitts-et-Nevis, à Sainte-Lucie et en Uruguay;

d) En raison de leur situation économique et politique fragile, certains pays (Haïti par exemple) devront procéder à un réexamen complet de leur cadre législatif et institutionnel avant de pouvoir entreprendre des campagnes d'information sur les changements climatiques destinées au public ou aux écoles;

e) Il convient de définir des mesures permettant d'assurer la continuité des politiques lorsqu'un pays change de gouvernement.

16. Parmi les enseignements tirés des expériences nationales, on peut notamment citer les points suivants:

a) La coordination des activités de sensibilisation, les échanges entre secteurs et la coopération entre les ministères de l'environnement et les ministères de l'éducation, de l'agriculture, du tourisme, et de l'industrie, ont fortement contribué à établir des synergies et à réduire le coût des actions menées;

b) Pour mettre en œuvre des programmes nationaux efficaces de communication sur les changements climatiques, il est d'abord nécessaire de définir les besoins nationaux en matière d'adaptation et d'atténuation des effets. Ces besoins devraient être déterminés pour les secteurs clefs, tels que l'agriculture, le tourisme, le logement et la santé publique, avant d'analyser quels sont les groupes à cibler et d'élaborer une stratégie visant à diffuser à ces groupes les informations existant sur le sujet.

## **B. Formation et éducation**

17. Les communications<sup>2</sup> présentées lors de l'atelier ont montré l'efficacité des divers moyens de communication utilisables pour fournir des informations au public en général et notamment aux élèves et étudiants, et pour former un personnel spécialisé en matière de changements climatiques.

18. Un cours a été mis au point en vue de présenter au public les concepts de développement durable, de protection de l'environnement et de préservation des ressources naturelles; il permet en outre aux personnes intéressées de participer, ou d'apporter leur concours, aux actions visant à atténuer les effets des changements climatiques.

---

<sup>2</sup> «Enhancing awareness of climate change and related issues in formal and non-formal education in Argentina», par M<sup>me</sup> Georgina Gentile, Argentine; «Climate change course on television in Cuba», par M. Luis Paz, Cuba; «Educación ambiental en las comunidades en Uruguay», par M<sup>me</sup> Sandra Bazzani, Uruguay; «Fundacion Biosfera – Curso cambio climatico e implementacion de mecanismos de desarrollo limpio. Sistema de aprendizaje multimedia a distancia», par M. Horacio de Belaustegui, Fundacion Biosfera of Argentina; et «Different concepts of education in Bolivia», par M<sup>me</sup> Marisol Bagur, Bolivie.

19. Un autre cours comprend un module d'apprentissage à distance sur Internet qui permet aux utilisateurs de se familiariser avec les dispositions de la Convention et du Protocole de Kyoto, l'application du mécanisme pour un développement propre visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, les méthodes d'évaluation des marchés du carbone, et les scénarios prévoyant l'évolution future du climat.

20. Certaines communications ont mis en relief le fait qu'il était important d'inclure l'éducation à l'environnement dans les plans nationaux, régionaux et sous-régionaux. Les plans en question devraient prévoir l'organisation de cours sur les changements climatiques et leurs effets. Il a également été proposé de permettre aux étudiants d'étudier de manière approfondie les aspects techniques des changements climatiques.

21. Les intervenants qui ont présenté les communications ont également souligné qu'il était important de former un personnel scientifique et technique aux questions liées aux changements climatiques, et particulièrement en ce qui concerne l'évolution internationale des études sur le climat, et d'échanger des informations scientifiques et techniques permettant de constituer un répertoire suffisant d'experts compétents dans les domaines scientifiques et techniques du changement climatique et des processus de négociation internationaux.

22. Un intervenant a recommandé d'établir un inventaire des programmes éducatifs existants, préalablement à l'élaboration de tout programme d'éducation et de formation dans le domaine des changements climatiques. Il faudrait également y inclure les noms des organismes, gouvernementaux et privés, qui sont, ou ont été, actifs dans le domaine des politiques relatives aux changements climatiques.

23. On a indiqué qu'à Cuba la télévision était l'un des médias les plus importants pour l'éducation du public sur les questions de changement climatique. Les émissions diffusées par la chaîne éducative nationale présentent aux téléspectateurs les changements climatiques en abordant des questions allant du plus simple au plus complexe: le concept de changement climatique, l'effet de serre, les différences entre changements climatiques et variabilité du climat, et la pertinence de ces concepts pour le développement socioéconomique, les notions climatologiques et les prévisions de l'évolution future du climat et de ses incidences.

24. Les autres sujets évoqués sur ce point ont notamment été les suivants:

a) Il existe divers outils et programmes d'éducation scolaire et extrascolaire (notamment à la télévision, sur Internet, dans les écoles traditionnelles et les universités). On a indiqué que la télévision était un média utile permettant d'atteindre un vaste public;

b) Ce sont les programmes axés sur les changements climatiques et leurs rapports avec les objectifs de développement de chaque pays qui devraient s'avérer les plus efficaces pour mieux faire comprendre la question au public et aux étudiants;

c) Il est important de transmettre des messages positifs ayant pour effet de responsabiliser le public, par exemple, en mettant l'accent sur le climat en tant que ressource naturelle et en montrant aux groupes cibles comment ils peuvent contribuer à résoudre les problèmes liés à cette ressource;

d) Lors de la conception des programmes et des activités d'éducation et de communication en matière de changements climatiques, il convient de prêter attention à l'aide qui peut être apportée au processus d'établissement des communications nationales;

e) La plupart des intervenants qui ont fait des exposés ont estimé que les ateliers thématiques étaient l'instrument le plus utile et le plus efficace de communication sur les changements climatiques;

f) Bien qu'un financement extérieur soit souvent nécessaire à la mise en œuvre de leurs activités, de nombreux pays de la région ont utilisé les ressources disponibles au niveau local pour entreprendre certaines activités importantes dans les domaines de la communication et de l'accès à l'information.

25. Les enseignements tirés des actions menées au niveau national sont notamment les suivants:

a) L'éducation est le principal moyen de garantir le développement durable de nos sociétés à l'avenir, car elle permet de transmettre aux adultes, aux jeunes, voire aux enfants, des connaissances qui les rendent aptes à former des jugements sur les questions d'environnement et, ce faisant, à adopter des attitudes et un comportement bénéfiques pour l'environnement. Par conséquent, il est nécessaire d'élaborer des matériels d'instruction sur les changements climatiques destinés aux jardins d'enfants et aux écoles primaires et secondaires, ainsi qu'aux étudiants et aux pédagogues;

b) Les pays devraient élaborer et échanger des documents d'information et des matériels éducatifs destinés à des groupes cibles spécifiques;

c) Le renforcement des institutions nationales et régionales responsables de l'éducation et la mise en place de programmes d'échange d'experts entre pays développés et pays en développement doivent faire partie intégrante des programmes consacrés à l'éducation et à la formation;

d) L'apprentissage à distance et les cours en ligne sur les changements climatiques et les questions qui s'y rapportent sont des moyens efficaces de contribuer à l'application de l'article 6 qui devraient être encouragés.

### **C. Coopération internationale et régionale**

26. Parmi les initiatives nationales importantes qui ont été présentées<sup>3</sup> à l'atelier, on peut citer le projet «Train-Sea-Coast Rio de la Plata», un réseau mondial créé par les Nations Unies

---

<sup>3</sup> «Uruguay's activities relating to Article 6 of the Convention», par M<sup>me</sup> Virginia Sena, Uruguay; «The Train-Sea-Coast Rio de la Plata Project», par M. Daniel Collazo, Uruguay; «Vision and experience of IUCN CEC with the CBD and the synergies with UNFCCC», par M<sup>me</sup> Marta Andelman, Alliance mondiale pour la nature (UICN), centre de liaison pour l'Argentine; «Mainstreaming adaptation to climate change project», par M. Anthony Deyal, Université de Belize; et «Tierramerica – Communication Project on Environment and Sustainable Development», par M. Joaquin Costanzo, Inter Press Service Uruguay.



afin de renforcer les capacités des institutions et des individus en matière de protection des zones côtières. Des personnels très divers ont été formés dans des pays tels que l'Argentine, le Brésil, la Colombie et l'Uruguay, notamment le personnel d'un certain nombre d'organismes gouvernementaux, d'administrations locales, d'instituts de formation, d'ONG s'occupant d'environnement, et de sociétés privées, ainsi que des étudiants.

27. Le processus d'établissement des communications nationales a été décrit comme un élément important pour le renforcement des activités concernant l'article 6. En Uruguay, il s'est traduit par la création de groupes de travail pluridisciplinaires chargés d'élaborer le «Programme de mesures générales pour l'atténuation des effets et l'adaptation aux changements climatiques»; un atelier a été organisé pour examiner ce programme et consulter des experts à ce sujet; et plusieurs forums se sont tenus pour aider à évaluer dans quelle mesure le pays respecte ses engagements au titre des trois Conventions de Rio (CDB, Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques).

28. Dans le contexte du processus d'établissement de communications nationales, l'Uruguay a pu organiser des expositions et des conférences dans différents établissements d'enseignement aux niveaux primaire, secondaire et tertiaire, et en collaboration avec plusieurs ONG, dans les zones urbaines et rurales.

29. Inter Press Service (IPS) publie une page hebdomadaire sur les questions environnementales diffusée dans les principaux journaux latino-américains<sup>4</sup>. Cette initiative est réalisée en collaboration avec le PNUE, le PNUD, la Comisión Centroamericana de Ambiente y Desarrollo (Commission d'Amérique centrale pour l'environnement et le développement), la Banque mondiale et la Corporación Andina de Fomento (Société andine de développement). L'IPS diffuse également des programmes hebdomadaires sur des stations de radio latino-américaines et propose un site Internet interactif, des groupes de discussion en ligne, des cours de formation et d'autres produits tels que des disques compacts et des livres.

30. Les participants à l'atelier ont été informés des activités de Tierramérica, une organisation qui produit des émissions hebdomadaires sur les questions environnementales diffusées par plus d'un millier de stations de radio culturelles, communautaires et commerciales de la région, et atteignant potentiellement entre 5 et 15 millions d'auditeurs. Cette organisation publie également un bulletin d'information promotionnel qui est envoyé à 1 500 stations de radio dans la région de l'Amérique latine. Le Comité de rédaction de Tierramérica est composé d'anciens présidents nationaux, de lauréats du prix Nobel, d'écrivains éminents, de scientifiques, de communicateurs, de chanteurs, de chefs autochtones et d'autres personnalités internationales.

31. Dans le cadre du projet pour la région des Caraïbes visant à promouvoir une prise en compte systématique de l'adaptation aux changements climatiques, on a adopté une approche scientifique des activités de sensibilisation et de communication en matière de changements

---

<sup>4</sup> Notamment *El Universal*, Mexique; *La Hora*, Équateur; *La República*, Uruguay; *Diario de Hoy*, El Salvador; *Tiempo*, Honduras; *La Prensa*, Panama; *Diario de los Andes y Sol de Margarita*, Venezuela; *Jornal do Brasil*, Caderno Ecologico; *Las Américas Herald*, États-Unis d'Amérique; et *Tiempo Caribe*, Colombie.

climatiques. Cette approche repose sur le concept de marketing social consistant à segmenter les publics cibles et à utiliser des outils tels que les sondages d'opinion et les enquêtes de type «connaissances, attitudes et pratiques» (CAP) pour comprendre les défauts de comportement dans le contexte des efforts pour favoriser l'adaptation aux changements climatiques.

32. Les autres sujets évoqués sur ce point ont notamment été les suivants:

a) Les participants ont souligné qu'il était important d'inclure dans les communications nationales des informations sur les activités relatives à l'éducation, à la formation, à la sensibilisation, à la participation du public et à l'accès à l'information, et d'appliquer les lignes directrices concernant l'établissement de ces documents;

b) L'expérience de certains pays en matière de consultations du public pourrait constituer un enseignement précieux pour d'autres pays s'appêtant à lancer des initiatives du même type, ce qui contribuerait à rendre celles-ci plus efficaces et à réduire les coûts;

c) Les activités de formation spécifiques par secteur réalisées aux niveaux national et régional et applicables à un plus grand nombre de pays et de parties prenantes devraient être largement diffusées, au moyen, par exemple, d'un centre d'échange d'informations sur les réseaux d'information au titre de l'article 6<sup>5</sup>. Ce type de centre pourrait également relier plusieurs réseaux, de façon à tirer le meilleur parti des fonctions et spécificités de chacun d'entre eux;

d) La communication devrait s'inscrire dans le contexte social approprié, de façon à répondre aux besoins des individus et pas seulement aux exigences de l'exécution des projets;

e) Étant donné que les médias ont un rôle important à jouer dans la diffusion de l'information, il faudrait organiser des programmes de formation destinés aux journalistes sur les questions de changement climatique et d'environnement;

f) Eu égard à l'importance qu'a l'Église pour une grande partie de la population, certains participants à l'atelier ont proposé de collaborer avec les entités et les autorités religieuses à la mise en œuvre de programmes de communication, pour souligner les liens existant entre les effets des changements climatiques et la vie quotidienne des individus;

g) Pour être efficaces, les campagnes de communication devraient trouver un juste équilibre entre le besoin de diffuser les données scientifiques concernant les changements climatiques et leurs effets et la capacité du public à comprendre les concepts relatifs aux changements climatiques;

h) Il est nécessaire de mettre au point et d'utiliser des méthodes homogènes pour les activités menées aux niveaux national, sous-régional et régional en matière d'éducation, de formation, de sensibilisation, de participation du public et d'accès à l'information;

---

<sup>5</sup> Voir FCCC/SBI/2004/14.

i) Les participants ont souligné qu'il était important de créer des synergies entre les conventions sur l'environnement en matière d'éducation et de communication, ainsi qu'entre les programmes régionaux ayant les mêmes objectifs, par exemple les programmes d'enseignement, ou les programmes de gestion des zones côtières;

j) La région a déjà obtenu de bons résultats pour ce qui concerne la mise au point de publications électroniques et imprimées, d'affiches, d'autocollants et de brochures sur les changements climatiques. Certains pays utilisent les systèmes de vidéoconférence comme moyen de consultation et de participation. D'autres disposent de sites Web très complets sur les questions de changements climatiques, dont certains en plusieurs langues;

k) Les participants ont indiqué que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et ses agents d'exécution doivent adopter une approche concertée du financement des activités visées à l'article 6 afin d'éviter les retards et la confusion dans la fourniture de services d'assistance, notamment pour l'établissement des communications nationales;

l) Les pays de la région ont aussi obtenu de bons résultats pour ce qui concerne l'organisation de campagnes et de programmes nationaux pour la mise en œuvre du programme de travail de New Delhi. Toutefois, les experts ont engagé les organismes régionaux et internationaux à jouer un rôle plus actif pour faciliter la mise en œuvre continue des activités de sensibilisation et d'éducation dans certains pays moyennant une aide financière et technique.

## **V. EXPÉRIENCES DES PAYS**

### **A. Questionnaire d'évaluation des priorités nationales**

33. Avant l'atelier, le secrétariat a distribué aux participants un questionnaire afin d'évaluer les priorités nationales dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la sensibilisation aux changements climatiques et de mettre au jour les perspectives et les obstacles en matière de promotion de la communication sur les changements climatiques dans la région. Les principales conclusions de cette enquête sont notamment les suivantes:

a) La sensibilisation figure au premier rang des activités visées à l'article 6, devant l'éducation et la participation du public. Les décideurs politiques au niveau des ministères sont considérés comme le public cible principal avec lequel il convient de travailler car ils jouent un rôle essentiel dans l'élaboration des politiques nationales sur les changements climatiques. On a déterminé que les ateliers et les émissions radiophoniques et télévisées étaient les outils de communication les plus efficaces pour la diffusion d'informations sur les changements climatiques;

b) Les pays de la région sont dotés de centres de liaison sur les changements climatiques bien établis, connus du public et faciles d'accès. Les citoyens ont également un accès adéquat aux informations nationales et régionales sur les changements climatiques. En revanche, les communautés locales, les ONG et les particuliers ne sont pas associés de manière active à l'élaboration des politiques sur les changements climatiques;

c) En ce qui concerne les perspectives de renforcement de la coopération internationale dans le domaine de la communication et de l'éducation en matière de changements climatiques, les participants ayant répondu au questionnaire ont placé en tête, parmi les entités avec lesquelles une telle coopération est susceptible de se développer, les fonds multilatéraux et les institutions des Nations Unies et ont indiqué que l'établissement d'une synergie avec la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la CDB était un élément important;

d) Les participants ayant répondu au questionnaire se sont en outre dits favorables au développement d'un centre d'échange d'informations aux fins de l'article 6 de la Convention, et ont proposé que ce centre mette l'accent sur des exemples d'activités relevant de l'article 6, sur les pratiques optimales et sur les enseignements tirés, et établisse des répertoires des Parties, des ONG et des OIG;

e) Tous les répondants ont reconnu que le manque de financement était le principal obstacle à la mise en œuvre efficace des activités d'éducation et de communication sur les changements climatiques dans la région. Les autres obstacles mentionnés étaient notamment les lacunes en termes de compétences du personnel et d'appui politique et institutionnel.

34. Les réponses au questionnaire ont été utiles pour stimuler les débats de l'atelier sur le renforcement des activités nationales et régionales. Certains éléments importants évoqués durant ces débats sont brièvement présentés ci-dessous.

### **B. Cadre institutionnel**

35. La plupart des pays de la région ont créé des comités nationaux et des groupes de travail sur les changements climatiques et lancé des actions en coopération avec de nombreux ministères et départements pour mettre en œuvre les activités entreprises au titre de l'article 6 en adoptant une approche multisectorielle.

36. Plusieurs activités de sensibilisation sont également réalisées en collaboration avec des organisations régionales telles que Misión de Apoyo al Proceso de Paz de la Organización de los Estados Americanos, le secrétariat de la Communauté des Caraïbes, le PNUE, le PNUD, l'Organisation des États des Caraïbes orientales et la Corporación de Fomento, ainsi que des universités nationales, des centres d'excellence régionaux et le secteur privé.

### **C. Contraintes et entraves**

37. Tout en admettant que les gouvernements appuient fermement les activités d'éducation et de communication concernant les changements climatiques, les participants ont estimé que le cadre institutionnel et la coordination entre les ministères pouvaient être encore améliorés pour utiliser au mieux les ressources nationales limitées et faire en sorte que toutes les parties prenantes puissent intervenir dans la mise en œuvre.

38. La région a obtenu des résultats positifs en ce qui concerne la sensibilisation et le renforcement des capacités parmi les jeunes, les étudiants et le public dans son ensemble. Toutefois, on a constaté qu'il était nécessaire de mettre davantage l'accent sur le rôle des femmes, des groupes religieux et des jeunes s'agissant de la promotion de la sensibilisation aux problèmes d'environnement dans le cadre familial et dans d'autres sphères de la société où des catégories de personnes exercent une influence.

39. Afin d'assurer la mise en œuvre complète et efficace des programmes régionaux d'éducation, de formation et de sensibilisation, il faut obtenir des ressources financières beaucoup plus importantes, notamment par le biais du processus découlant de la Convention et en faisant appel à des sources bilatérales et multilatérales.

#### **D. Perspectives**

40. L'évaluation de l'efficacité des campagnes de communication sur la protection de l'environnement en général dans la région a montré que plus on consacrait de temps à la planification et aux recherches en vue d'une campagne spécifique, plus grandes étaient les chances de voir celle-ci atteindre ses objectifs. Ce type de planification devrait commencer par déterminer quelles sont les connaissances déjà acquises par les individus dans le domaine considéré et, sur cette base, adapter les informations diffusées aux différents groupes cibles en fonction de leurs besoins et de leur savoir, chaque intervention étant conçue pour un groupe donné.

41. Un intervenant a fait remarquer que la recherche de solutions avantageuses pour tous et l'introduction du concept d'intérêt personnel comme élément de motivation pouvaient comporter de nombreux avantages et offraient des perspectives de réussite. La segmentation des groupes cibles était une autre technique proposée. Le fait de définir quels sont les objectifs importants et pourquoi, et de déterminer le but recherché en termes de connaissances transmises ou de fourniture et d'accès à l'information, ou encore de sensibilisation ou de changement d'attitudes, de pratiques ou de comportements, est un élément garantissant qu'un programme de communication atteindra le public visé.

42. Il a été estimé que tout programme d'éducation et de communication de large envergure devrait associer à sa mise en œuvre les principales parties prenantes, telles que les hommes politiques et les décideurs, les fonctionnaires, le secteur privé, particulièrement les institutions bancaires et non bancaires (coopératives d'épargne et de crédit, compagnies d'assurances), les établissements d'enseignement, les instituts de recherche et scientifiques, les médias (y compris les services d'information des gouvernements), les groupes bénévoles et les ONG.

43. Les participants ont estimé que le fait de communiquer un sens de l'urgence aux communautés à risque constituait un moyen non négligeable de stimuler les actions de sensibilisation, particulièrement en vue de mieux préparer les individus aux effets nuisibles des changements climatiques et d'encourager les gouvernements locaux et nationaux à mettre en œuvre des stratégies d'adaptation. On a souligné l'importance d'inscrire les actions de communication dans le contexte social approprié, en utilisant des messages simples, clairs et ciblés visant à répondre aux besoins des individus, et pas seulement aux exigences relatives à la mise en œuvre d'un projet.

44. Le choix du moment approprié a été considéré comme un élément important des activités de communication, d'où la nécessité d'associer activement les médias à la promotion de l'éducation et de la sensibilisation du public. Étant donné que ce sont les médias qui déterminent quelles sont les questions qui requièrent la plus grande attention du public, il est nécessaire de produire et d'assurer le suivi d'un flux de nouvelles et d'informations adaptées à chaque groupe cible en fonction des connaissances à transmettre et du changement de comportement souhaité.

45. Il a été jugé que certains vecteurs de communication jouent un rôle essentiel car ils parviennent à créer un environnement propice à un changement de comportement qui permette de faire face aux préoccupations liées aux changements climatiques: bulletins d'information, sites Web associant toutes les parties prenantes importantes, espaces de discussion et groupes d'utilisateurs sur Internet, remises de prix, analyse CAP à l'échelon national, ateliers de «formation des formateurs», partenariats entre les médias, communications destinées aux membres des gouvernements, aux technocrates et au secteur financier, interventions au niveau des communautés exposées à des risques particuliers, jeux électroniques, apprentissage à distance et appui aux institutions formant des enseignants pour l'éducation universitaire/secondaire et primaire, appui aux ONG actives dans le domaine de l'environnement et projets communautaires réalisés par des groupes bénévoles.

46. Les participants ont indiqué que, compte tenu du grand nombre d'actions recensées dans la région, l'établissement par le secrétariat de la Convention du centre d'échange d'informations faciliterait le partage de l'information sur les activités des autres pays de la région, les expériences et les enseignements tirés, ainsi que les pratiques optimales.

47. Les politiques nationales de l'environnement devraient prendre en compte tous les accords concernant la protection de l'environnement pour assurer une distribution efficace des ressources et une approche coordonnée de la mise en œuvre des activités entreprises au titre de l'article 6.

## **VI. CONCLUSIONS ET QUESTIONS À EXAMINER PLUS AVANT**

48. Les communications présentées à l'atelier ont montré que l'ensemble de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes avait bien progressé dans la mise en œuvre de certains volets du programme de travail de New Delhi sur l'article 6 de la Convention. Les participants ont souligné qu'il était important d'aider les pays à s'aider eux-même, l'assistance de cette nature, par exemple aux fins de l'établissement des communications nationales et des programmes d'éducation et de communication, était à leur avis un autre aspect à examiner plus avant à court terme. Tous les participants sont convenus que les communications nationales permettaient aux pays de présenter leurs besoins et d'évaluer les questions d'éducation et de communication.

49. Les participants ont appuyé la mise en place du centre d'échange d'informations pour faciliter le partage de l'information dans ce domaine. Il a été proposé que ce centre soit organisé selon les principes de la fonctionnalité et du plurilinguisme. On a en outre proposé qu'il permette l'échange d'informations dans les deux sens en vue de poursuivre le dialogue concernant l'article 6.

50. Afin d'élargir la couverture des programmes régionaux, il a été proposé que tous les programmes consacrés à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes incluent nécessairement les pays (anglophones et francophones) des Caraïbes, en particulier lorsqu'il s'agit de programmes pouvant être facilement reproduits au niveau régional.

51. La plupart des participants étaient d'avis que, vu l'hétérogénéité de la région et le nombre de produits d'information et de documents pouvant servir de sources qui existaient déjà dans de nombreux pays, il était nécessaire de mettre au point une stratégie régionale concernant les six piliers de l'article 6 (éducation, formation, sensibilisation, participation du public, accès à l'information et coopération internationale) en adoptant une approche stratifiée, prenant

en considération les spécificités sous-régionales et nationales. On a également proposé que cette stratégie tende à définir des actions concrètes, à évaluer les avantages d'une synergie à l'échelon régional et à faire la part entre les actions efficaces et inefficaces (sur la base des expériences réalisées jusqu'à ce jour) en matière de planification et de mise en œuvre des activités au titre de chacun des piliers. Les participants ont également jugé qu'il était nécessaire de poursuivre les débats sur l'élaboration d'une telle stratégie régionale et il a été suggéré que, lors de l'examen du programme de travail de New Delhi en 2007, l'élaboration de telles stratégies constitue un élément essentiel des actions et des travaux à l'avenir.

52. Par ailleurs, les participants ont estimé que la coopération régionale concernant les activités visées à l'article 6 pouvait également être plus efficace si l'on renforçait les centres et institutions régionaux déjà établis et reconnus et si l'on facilitait la communication entre les groupes de parties prenantes dans l'ensemble de la région, et pas seulement au sein de chaque pays. Cette coopération permettrait d'éviter les doubles emplois sur le plan des activités et des ressources en mettant en évidence la participation des parties prenantes engagées dans des projets semblables.

53. L'élargissement de la base des équipes nationales, de sorte que la plupart des parties prenantes y soient représentées, l'encouragement des interventions impliquant des rencontres avec les groupes de parties prenantes et le développement des capacités nationales de recherche en communication fondée sur l'action ont été considérés comme des étapes nécessaires pour associer les milieux scientifiques et économiques nationaux aux programmes d'éducation et de communication.

54. Afin d'harmoniser les activités et les méthodes s'agissant des campagnes de communication, des enquêtes et des activités de surveillance et d'évaluation, les participants ont proposé de mettre au point ou de définir et d'appliquer des méthodes communes pour leurs activités de communication. La plupart d'entre eux avaient le sentiment qu'une meilleure utilisation des ressources, passant par une définition des actions de base, des objectifs et des priorités au départ, permettrait d'optimiser les moyens restreints dont on disposait.

55. Le FEM et ses agents d'exécution doivent accorder toute l'importance nécessaire à l'éducation du public et à la communication car ce sont des éléments essentiels de l'action menée par les pays pour faire face aux changements climatiques. Ils devraient adopter une approche plus systématique du financement des activités connexes et s'attacher à renforcer la cohérence des activités des différents agents d'exécution afin de tirer le meilleur parti possible du volume limité de ressources disponible.

56. Parmi les autres possibilités valant d'être examinées plus avant, on pouvait notamment mentionner la recherche de fonds et d'autres ressources en vue d'organiser des ateliers sous-régionaux de formation et d'information destinés aux journalistes et consacrés aux changements climatiques et à d'autres questions liées à l'environnement; l'identification de mesures propres à renforcer les capacités d'information scientifique de la région, à déterminer où l'information existe et à faciliter sa diffusion; ainsi que la mise en place d'un système d'homologation des systèmes d'apprentissage en ligne sur les questions liées aux changements climatiques eu égard à la multiplication du nombre de formations de cette nature dans la région.